NOTE POLITIQUE:

Remettre en perspective les occasions manquées liées au développement des ressources naturelles

Colin Craig
Juin 2019



Faits saillants

- SecondStreet.org a compilé la valeur totale des projets de développement de ressources naturelles qui ont été reportés ou annulés en raison de politiques gouvernementales au cours des cinq dernières années. Le coût d'opportunité de ces occasions manquées correspond au coût de construction d'un nouvel aréna de la LNH chaque jour pendant un an.
- L'annulation ou le report de ces projets signifie que le Canada passe à côté de milliers d'emplois et des revenus qui y sont associés, de bon nombre de possibilités d'affaires pour les entreprises et d'importantes recettes fiscales pour les gouvernements.

Résumé

Lorsque les gouvernements bloquent ou reportent des projets de mise en valeur de nos ressources naturelles, tels les projets pétroliers, gaziers, miniers et forestiers, il y a des conséquences sérieuses pour nos travailleurs et notre économie.

Au cours des cinq dernières années, de nombreux projets de développement des ressources naturelles ont été reportés ou annulés au moins en partie en raison de politiques gouvernementales. SecondStreet.org a compilé les coûts de construction de ces projets et les chiffres sont énormes.

 Entre mars 2014 et mars 2019, les politiques gouvernementales ont contribué directement ou indirectement au report ou à l'annulation de projets d'une valeur totale combinée de 196 milliards de dollars. Afin de mettre ce montant en perspective, il en coûterait à peu près autant de construire un aréna de la LNH chaque jour pendant un an.

- Les politiciens aiment beaucoup dire qu'ils « créent »
 des emplois lorsqu'ils subventionnent la construction
 d'infrastructures de sport professionnel ou d'autres
 mégaprojets avec l'argent des contribuables. Les
 projets reportés de mise en valeur des ressources naturelles que nous avons analysés auraient pu créer des
 milliers d'emplois, sans que les contribuables aient à
 verser un seul sou.
- Alors que les prévisions indiquent que la demande mondiale pour nos ressources naturelles continuera d'augmenter, le Canada passe à côté d'occasions économiques majeures¹²³. Si le Canada ne fournit pas les produits pétroliers, miniers et forestiers nécessaires pour la fabrication de téléphones cellulaires, de bicyclettes, de logements et d'autres biens, le reste du monde ira les chercher ailleurs.
- En plus des emplois et des occasions pour les entreprises canadiennes qu'ils auraient entraînés, les projets de mise en valeur des ressources naturelles reportés ou annulés auraient pu fournir des milliards de dollars en recettes fiscales. Ces fonds auraient notamment pu servir à rembourser notre dette publique, à réduire les impôts, et à bâtir des écoles et des hôpitaux.
- La présente note politique examine l'ampleur de ces occasions manquées et donne un aperçu des inquiétudes soulevées dans différents secteurs d'activité.



Méthodologie

Nos recherches ont porté sur les coûts en capital des projets privés de mise en valeur des ressources naturelles qui ont été reportés ou annulés, en partie ou en totalité, en raison de politiques gouvernementales entre 2014 et 2019. Notre liste de projets a été compilée en utilisant des données disponibles publiquement (communiqués d'entreprises, rapports gouvernementaux et reportages) et des avis d'experts sectoriels. Le manque de données disponibles nous empêche de fournir des renseignements précis quant aux emplois qui auraient pu être créés (les besoins en main-d'œuvre ne sont pas indiqués pour tous les projets).

En 2013, le cabinet Deloitte a estimé que le projet de pipeline Énergie Est, qui aurait coûté 16 milliards de dollars, aurait créé plus de 10 000 emplois⁴. D'après cette estimation, il est raisonnable de conclure que le Canada est passé à côté de dizaines de milliers d'emplois si l'on prend en compte les 196 milliards de dollars combinés en projets de développement annulés ou reportés que nous avons identifiés.

Notre étude est limitée par le fait qu'elle n'est fondée que sur les informations disponibles publiquement, ce qui implique que notre estimation de 196 milliards de dollars est très prudente. En effet, de nombreuses propositions d'investissement ne sont pas discutées publiquement. Par exemple, un expert de l'industrie de l'énergie nous a fait part d'un grand projet d'investissement pétrolier et gazier au Canada qui avait été abandonné. Au lieu d'investir dans notre pays, les investisseurs se sont retirés du projet et ont préféré la Tanzanie. Cette décision n'a jamais été annoncée dans la sphère publique.

Un deuxième expert de l'industrie de l'énergie a aussi mentionné que les décisions d'investissement ne sont pas nécessairement discutées publiquement. Il nous a dit : « Je crois que votre liste pourrait être beaucoup plus longue. Le fait est que de nombreux projets n'ont jamais été dévoilés, mais l'industrie se démenait pour aller chercher le capital nécessaire et s'est butée à des portes closes à cause de la réputation qu'a le Canada en ce moment. »

Dans l'industrie forestière, nous n'avons pas pu trouver d'exemples disponibles publiquement de projets qui ont été reportés ou annulés spécifiquement en raison de politiques gouvernementales. Nous avons cependant constaté que l'industrie forestière est particulièrement inquiète quant à sa capacité à lancer des projets au Canada. Par exemple, dans un billet de blogue daté de décembre 2018, l'Association des produits forestiers du Canada note que :

« Comment se fait-il que le Canada, un pays où les lois et règlements sur l'environnement, la santé et la sécurité, la main-d'œuvre et les droits de la personne sont parmi les plus stricts au monde, soit confronté à une pression constante pour restreindre le développement des ressources, perdant des emplois et des possibilités économiques du même coup? »⁵

Le mémoire prébudgétaire de cette association sectorielle fait aussi état de nombreuses préoccupations en matière d'accès au marché, de compétitivité et d'obstacles réglementaires⁶.

Pour finir, précisons qu'il est possible que certains projets reportés ou annulés finissent par voir le jour. Néanmoins, plutôt que de se croiser les doigts, les gouvernements devraient travailler à mettre en place l'environnement nécessaire pour que les projets puissent démarrer (voir la section sur les inquiétudes soulevées par des associations sectorielles et des investisseurs).



Projets annulés ou reportés au Canada (de mars 2014 à mars 2019)

Projet (province)	Coût
DGMV Dunkirk (Alb.) ^{7 8}	2,40 G\$
Formation Frederick Brook (NB.)9	n.d.
Formation Green Point – Shoal Point Energy (TNL.) ¹⁰	n.d.
GNL Grassy Point (CB.) ¹¹ 12	10,00 G\$
GNL Pacific Northwest (CB.) ¹³	36,00 G\$
GNL Prince Rupert Aurora – Nexen (CB.) ¹⁴ 15	28,00 G\$
GNL Steelhead (CB.) ^{16 17}	18,00 G\$
GNL WCC (CB.) ¹⁸	25,00 G\$
Mine de cuivre Ajax (CB.) ¹⁹	1,50 G\$
Mine New Prosperity (CB.) ²⁰	1,50 G\$
Mine Star Diamond Corp. (Sask.) ²¹	1,40 G\$
Pipeline Énergie Est (Alb. – NB.) ²²	15,70 G\$
Pipeline Northern Gateway (CB. – Alb.) ²³	7,90 G\$
Projet Black Thor (Ont.) ^{24 25}	4,40 G\$
Projet Coffee Gold (Yn) ²⁶	0,40 G\$
Projet de pipeline Mackenzie Valley (T.NO.) ²⁷	16,10 G\$
Projet des sables bitumineux d'Aspen (Alb.) ²⁸	2,60 G\$
Projet des sables bitumineux Joslyn (Alb.) ²⁹	11,00 G\$
Projet DGMV Muskwa (Alb.)30	0,80 G\$
Projet uranifère Matoush (Qc) ^{31 32}	0,34 G\$
Projet Eagle's Nest (Ont.) ³³	0,40 G\$
Prolongement du pipeline Trans Mountain* (CB. – Alb.) ³⁴	9,30 G\$
Sables bitumineux de Carmon Creek (Alb.) ³⁵	3,00 G\$
Site de stockage de gaz naturel Alton (NÉ.) ³⁶	0,13 G\$
TOTAL :	195,87 G\$

 $[\]ast$ Ce projet était à l'origine une initiative du secteur privé. Son avenir est aujourd'hui incertain.

Perspective régionale

Afin de remettre en perspective l'estimation de 196 milliards de dollars d'occasions manquées de mise en valeur des ressources naturelles canadiennes, nous avons comparé ce chiffre avec le coût de projets d'infrastructures majeurs dans diverses régions canadiennes :

Province	Équivalent de 196 milliards de dollars
Colombie-Britannique (Surrey/New Westminster)	Plus de 140 projets de pont Pattullo ³⁷
Alberta (Edmonton)	Plus de 290 arénas Rogers Place ³⁸
Saskatchewan (Regina)	Plus de 600 stades Mosaic ³⁹
Manitoba (Winnipeg)	Plus de 780 stades IG Field ⁴⁰
Ontario (Toronto)	Plus de 35 prolongements du métro à Scarborough ⁴¹
Québec (Montréal)	Plus de 45 corridors du pont Champlain ⁴²
Terre-Neuve-et-Labrador	Plus de 15 centrales de Muskrat Falls ⁴³

Voir les précisions sur l'étude pour de plus amples renseignements.

Autres impacts positifs

Outre les avantages directs des projets de développement des ressources naturelles mentionnés ci-dessus, d'autres en profiteraient, notamment les travailleurs canadiens, les gouvernements, les entreprises, et l'économie et la société canadiennes en général.

Par exemple, le Canada manque de capacité pipelinière permettant de rejoindre les côtes est et ouest du pays. En conséquence, 99 % du pétrole exporté par le Canada est expédié aux États-Unis⁴⁴. Les États-Unis profitent de ce manque de capacité d'exportation afin de se procurer le pétrole canadien à un prix beaucoup moins élevé que le



prix du marché mondial. Ce rabais est appelé « différentiel » et il coûte cher chaque année à l'économie, aux entreprises et aux gouvernements du Canada.

Dans une étude de novembre 2018, la Banque Scotia a estimé que le manque de capacité pipelinière coûterait entre 15 et 39 milliards de dollars aux producteurs canadiens de pétrole et gaz en 2019, et que le gouvernement albertain perdrait entre 1,5 et 4,1 milliards de dollars en redevances (350 à 950 \$ par habitant de la province)⁴⁵. La construction des pipelines Énergie Est et Trans Mountain aurait permis au Canada d'exporter des produits pétroliers hors de l'Amérique du Nord, ce qui aurait contribué à réduire le différentiel de prix du pétrole de plusieurs milliards de dollars. Ainsi, les profits des producteurs canadiens augmenteraient, ce qui leur procurerait les fonds nécessaires pour accroître leurs activités et créer des emplois. Pour les gouvernements, une baisse du différentiel permettrait une croissance des redevances et des impôts sur le revenu (fédéraux et provinciaux) prélevés, qui pourraient servir à payer les programmes sociaux, à rembourser la dette publique et à réduire les taux d'imposition.

Au-delà des coûts de construction, chaque projet de mise en valeur de nos ressources naturelles annulé ou reporté aurait pu entraîner des retombées substantielles pour l'économie canadienne. Par exemple, un nouveau projet minier implique la vente de matériaux et la fourniture de services par d'autres entreprises canadiennes. De même, un travailleur décrochant un emploi dans une nouvelle mine ou dans la chaîne d'approvisionnement de celle-ci pourrait décider de s'acheter une maison ou une voiture.

Inquiétudes soulevées par des associations sectorielles et des investisseurs

Afin de mieux comprendre pourquoi tant de projets de mise en valeur des ressources naturelles ne voient jamais le jour au Canada, SecondStreet.org a examiné sept études d'associations sectorielles, de l'Institut Fraser et de la Chambre de commerce du Canada. Notre analyse sommaire de ces études et des déclarations publiques des représentants de différents secteurs d'activité nous a parmi de relever trois inquiétudes fréquentes :

- 1. Compétitivité Les occasions de développement minier, forestier, pétrolier et gazier existent partout dans le monde. Par conséquent, les coûts et la structure réglementaire au Canada doivent être concurrentiels par rapport à ceux des autres pays. Les représentants du secteur des ressources naturelles ont relevé plusieurs domaines où le Canada pourrait s'améliorer. Par exemple, dans sa réponse à la mise à jour économique de l'automne 2018 du gouvernement fédéral, l'Association minière du Canada disait que « Le régime d'imposition canadien est devenu moins avantageux que celui de ses compétiteurs internationaux lors des dernières années. [...] Tout récemment, les réformes de la US Tax Cuts and Jobs Act ont fortement réduit la compétitivité du secteur minier canadien sur le plan fiscal par rapport aux États-Unis. »46
- 2. Délais et incertitudes réglementaires Nous avons constaté que dans chacun des secteurs mentionnés plus haut, plusieurs indices suggèrent que des obstacles réglementaires ont contribué à bloquer des projets de développement des ressources naturelles. Par exemple, une étude de l'Association canadienne des producteurs pétroliers notait qu'il fallait entre 79 et 119 jours pour obtenir un permis de forage de puits en Alberta. Au Texas, ce délai n'est que de 30 à 60 jours.47



Les obstacles réglementaires auxquels les grands projets font face peuvent être encore plus grands. Par exemple, lorsque le projet gazier Mackenzie Valley a été annulé en 2017, un porte-parole d'Imperial Oil a noté que : « Selon nos estimations initiales, le processus réglementaire prendrait entre 22 et 24 mois... nous avons déposé notre demande en octobre 2004 et avons reçu l'approbation finale en 2011. Je vous laisse juger s'il s'agit d'un délai raisonnable pour un grand projet d'investissement. »⁴⁸

3. Accès aux marchés – La valeur des ressources naturelles canadiennes est maximisée lorsque les producteurs ont accès à un grand nombre d'acheteurs dans plusieurs marchés différents. Comme mentionné précédemment, le secteur pétrogazier manque de capacité pipelinière reliant les côtes est et ouest. Il n'y a donc qu'un seul marché d'exportation pour les produits pétroliers : les États-Unis. Les producteurs des secteurs miniers et forestiers ne sont pas aussi limités, mais le manque d'infrastructures restreint aussi leur potentiel. Par exemple, des dirigeants de l'industrie minière disent que le manque d'infrastructures dans la région du « Cercle de feu » dans le nord de l'Ontario est l'un des plus gros obstacles au développement minier⁴⁹.

Conclusion

Le Canada manque de nombreuses occasions en ce qui a trait au développement des ressources naturelles. Les politiques gouvernementales restreignant les projets de mise en valeur des ressources naturelles ont, dans plusieurs cas, empêché la création de milliers d'emplois directs et indirects. Contrairement aux mégaprojets publics, ces emplois ne nécessitent pas de subventions. Nos décideurs politiques devraient prioriser l'allégement réglementaire afin de permettre la mise en valeur des ressources canadiennes.



À propos de l'auteur

Colin Craig est président de SecondStreet.org. Il est titulaire d'un M.B.A. et d'un B.A. (économie) de l'Université du Manitoba et est l'auteur du livre *The Government Wears Prada*, qui porte sur les manières dont le Canada peut répondre aux besoins de sa population vieillissante sans hausser les impôts.

Aide à la recherche : SecondStreet.org aimerait remercier Lucus Riccioni qui a grandement contribué à la recherche des informations nécessaires pour écrire la présente note politique.

Remerciements: La présente note politique est inspirée de la série d'articles « Arrested Development » publiés dans le *Financial Post* en 2016, qui traitait de projets d'infrastructures reportés. Cette série a été écrite par Claudia Cattaneo, Geoffrey Morgan et Jesse Snyder. SecondStreet.org aimerait aussi remercier les nombreux experts sectoriels qu'il a consultés pour leurs commentaires.

Précisions sur l'étude: Afin de calculer le coût d'un aréna de la LNH, nous avons tenu compte du coût moyen de trois arénas récents: l'aréna Rogers Place à Edmonton, l'aréna T-Mobile à Las Vegas et le Centre Vidéotron à Québec, en plus d'une estimation médiane du coût d'un nouvel aréna à Calgary. Les coûts des trois arénas existants ont été ajustés en fonction de l'inflation et convertis en dollars de 2019, tout comme ceux des projets régionaux (stade Mosaic, pont Pattullo, etc.).

Afin de bien comprendre les inquiétudes des entreprises, SecondStreet.org a consulté les études suivantes :

- Institut Fraser Global Petroleum Survey 2018
- Institut Fraser Annual Survey of Mining Companies 2018
- Institut Fraser Permit Times for Mining exploration in 2017
- La Chambre de commerce du Canada Death by 130,000 Cuts: Improving Canada's regulatory Competitiveness (2018)
- Association canadienne des producteurs pétroliers –
 A Competitive Policy and Regulatory Framework for Alberta's Upstream Oil and Natural Gas Industry
- Association minière du Canada Levelling the Playing Field: Supporting Mineral Exploration and Mining in Remote and Northern Canada (2015)
- Association des produits forestiers du Canada 2019 Pre-Budget Submission.



Sources:

- Elias, Pipa and Doug Boucher. Planting for the Future: <u>How Demand for Wood Products Could Be Friendly to Tropical Forests</u>. Union of Concerned Scientists. Page 1.
- International Energy Agency. United States to lead global oil supply growth, while no peak in oil demand in sight. Consulté le 9 mai 2019. https://www.iea.org/newsroom/news/2019/march/united-states-to-lead-global-oil-supply-growth-while-no-peak-in-oil-demand-in-si.html
- Mining-Technology.com, 2 octobre 2018. Five takeaways from the 2018 S&P Global Mining Outlook.
- CBC News, 10 septembre 2013. Energy East pipeline may create 10,000
 jobs, study.
- Association des produits forestiers du Canada. 24 décembre 2018, billet de blogue: Nos souhaits pour la foresterie canadienne en 2019. Consulté le 17 mai 2019. http://www.fpac.ca/fr/nos-souhaits-pour-la-foresterie-canadienne-en-2019/
- Association des produits forestiers du Canada. 2019 Pre-budget submission. Consulté le 9 mai 2019. http://www.fpac.ca/wp-content/up-loads/2019-FPAC-Budget-Submission.pdf
- Jones, Jeffrey. Globe and Mail, 23 mai 2014. <u>Koch brothers' company files to develop oil sands project</u>.
- 8. Jaremko, Deborah. JWNenergy.com, 16 décembre 2016. <u>Koch cancels</u>

 <u>Muskwa SAGD project citing economics and Alberta Climate Leadership</u>

 Plan
- Corridor Resources, Présentation corporative, avril 2019. Consulté le 10 mai 2019. https://www.corridor.ca/wp-content/uploads/2019/04/Corporate-Presentation-Apr-2019-1.pdf
- Connors, Colleen. CBC News, 28 avril 2017. Let's drill without fracking: Shoal Point Energy not giving up on western N.L.
- Cokhill, Mike. LNGworldshipping.com, 14 mars 2018. Grassy Point marks fifth British Columbia LNG project cancellation in past year. Consulté le 10 mai 2019.
- Dyck, David. Alaska Highway News, 3 février 2015. Grassy Point granted LNG export license.
- Baker, Paula. Global News, 25 juillet 2017. \$36-billion Pacific NorthWest LNG project dead.
- Healing, Dan. Calgary Herald (Canadian Press), 14 septembre 2017. Nexen, partners pull plug on Aurora LNG project near Prince Rupert.
- Jang, Brent. The Globe and Mail, 20 décembre 2018. Exxon Mobil shelves \$25-billion B.C. LNG project.
- CTV News (Canadian Press story), 18 février 2019. <u>Steelhead LNG has pulled</u> out of Vancouver Island project, First Nation says.
- 17. Wilson, Jennifer. CBC News, 23 août 2018. <u>Natural gas deal fuels salmon restoration in First Nation waters</u>.
- CBC News (article de la Canadian Press), 20 décembre 2018. Exxon Mobil withdraws application for \$25-billion LNG project in B.C.

- Bennett, Nelson. Mining.com, 15 décembre 2017. BC government rejects Ajax mine. Consulté le 9 mai 2019. http://www.mining.com/bc-government-rejects-ajax-mine/
- Lexology.com, 25 avril 2019. The waiting game continues for Taseko's New Prosperity Mine. Consulté le 10 mai 2019. https://www.lexology.com/library/ detail.aspx?q=5aa1287b-e2e4-4bdc-aa91-9c6b10de0e0c
- MacPherson, Alex. Saskatoon Star Phoenix, 15 octobre 2018. Investors
 frustrated as diamond mine talks between province, First Nation stall.
- 22. Ballingall, Alex. Toronto Star, 5 octobre 2017. <u>TransCanada ends bid to build</u> <u>Energy East pipeline after 'careful review of changed circumstances'.</u>
- Cheadle, Bruce (The Canadian Press). Global News, 29 novembre 2016.
 Justin Trudeau halts Northern Gateway, approves Kinder Morgan expansion,
 Line 3.
- Groberman, Josh. BOEreport.com, 7 juillet 2016. <u>Pipelines are consulted to death, and it's killing jobs and productivity</u>. Consulté le 10 mai 2019.
- Site Web de Noront Resources. Black Thor & Black Label Chromite Deposits.
 Consulté le 9 mai 2019. http://norontresources.com/projects/black-thor-black-label-deposits/
- Tobin, Chuck. Whitehorse Star, 14 janvier 2019. <u>Deal's impact on Coffee Gold project is unclear.</u>
- Strong, Walter. CBC News, 28 décembre 2017. <u>Mackenzie Valley pipeline</u> project officially one for the history books.
- CBC News. Imperial Oil slows development of Aspen project, citing Alberta production cuts. 15 mars 2019.
- Healing, Dan. Calgary Herald, 5 mai 2014. Joslyn North oilsands mine put on hold.
- Jones, Jeffrey. The Globe and Mail, 19 décembre 2016. Koch blames Alberta's climate policies for cancellation of oil sands project.
- Stratecoinc.com, Uranium Exploration Program. Consulté le 10 mai 2019. http://www.stratecoinc.com/en/the-matoush-project/scoping-study.php
- Van der Linde, Damon. Financial Post, 25 décembre 2016. <u>Arrested Devel-opment: How a high school student helped block Quebec's uranium industry.</u>
- Kirby, Jessica. Canadian Mining and Energy, 5 juin 2014. <u>The challenge of infrastructure at Ontario's Ring of Fire region</u>.
- Wright, Teresa. Financial Post (Canadian Press story), 31 janvier 2019. <u>Otta-wa paid close to top dollar for Trans Mountain pipeline, spending watchdog says.</u>
- CBC News, 28 octobre 2015. Shell scraps Carmon Creek oilsands projectover pipeline uncertainty.
- Doucette, Keith. Globe and Mail, 10 avril 2019. Grandmothers protesting Alton Gas arrested by Nova Scotia RCMP.
- Chan, Kenneth. Daily Hive, May 2, 2019. New \$1.4 billion Pattullo Bridge one step closer to reaching construction.
- 38. Ramsay, Caley. Global News, 8 septembre 2016. By the numbers: how does Edmonton's Rogers Place stack up against other NHL arenas?
- Baird, Craig. Reginal Leader-Post, 16 juin 2017. What will the stadium's final price tag really be?



- CBC News, 28 septembre 2018. New payment deal coming for Bombers stadium, province says.
- 41. CBC News, 10 avril 2019. What you need to know about Doug Ford's contentious plan for transit in the GTA.
- 42. CBC News, 25 octobre 2018. Ottawa now says new Champlain Bridge might not be open until June.
- 43. McKenzie-Sutter, Holly. The Globe and Mail, 18 février 2019. <u>Audit finds</u>

 Muskrat Falls cost overruns were obvious soon after project was sanctioned.
- Site web de Natural Resources Canada (gouvernement fédéral). <u>Crude oil facts</u>. Consulté le 10 mai 2019.
- Banque Scotia, 21 novembre 2018 Global Economics | Bulletin de commodité. Shut in? Assessing the Merits of Government Supply Intervention in the Alberta oil industry. Consulté le 10 mai 2019. https://www.scotiabank.com/content/dam/scotiabank/sub-brands/scotiabank-economics/english/documents/commodity-note/shut-in-government-intervention-assess-ment_2018-11-21.pdf
- Association manière du Canada. Communiqué de presse, 21 novembre 2018. Consulté le 10 mai 2019. https://mining.ca/fr/communiques-de-presse/lenonce-economique-de-lautomne-donne-un-elan-majeur-a/
- Association canadienne des producteurs pétroliers, juillet 2017. A competitive policy and regulatory framework for Alberta's upstream oil and natural gas industry (page 30). Consulté le 10 mai 2019. https://www.capp.ca/-/media/capp/customer-portal/publications/304673.pdf?modified=20180526213355
- Strong, Water. CBC News, 28 décembre 2017. <u>Mackenzie Valley pipeline project officially one for the history books</u>.
- 49. Kirby, Jessica. Canadian Mining and Energy, 5 juin 2014. *The challenge of infrastructure at Ontario's Ring of Fire region*.